

CONVENTION DE PARTENARIAT

« CHALLENGE DE LA MOBILITÉ » Agglomération Pays Basque-Adour

Entre :

L'entreprise,

Dénomination sociale :

Adresse :

Représentée par :

Désignée ci-après par « l'Entreprise »,

Et

Le **Syndicat des mobilités Pays Basque-Adour**, ayant son siège : 15 avenue Foch - CS 88507 - 64185 Bayonne Cedex, représenté par Monsieur Claude OLIVE, agissant en qualité de Président,

Désignée ci-après par "SMPBA",

Et

L'Université de Pau et des Pays de l'Adour, Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, sise au Domaine Universitaire, Avenue de l'Université, BP 576, 64012 Pau Université Cedex, représentée par son président, Monsieur Mohamed AMARA,

Désignée ci-après par « UPPA ».

Ci-après désignées individuellement par « Partie » et collectivement par « Parties ».

Exposé préalable :

- Considérant l'engagement de certaines entreprises des territoires du Syndicat des mobilités Pays Basque Adour, vers un plan de mobilité depuis le 1^{er} janvier 2018 dans le cadre de la Loi relative à la Transition Énergétique pour la Croissance Verte ;
- Considérant que le Syndicat vise à assurer un équilibre durable entre les besoins en matière de mobilité et de facilité d'accès, d'une part, et la protection de l'environnement et de la santé, d'autre part. [...] ;
- Considérant l'implication des entreprises dans des événements de promotion des mobilités alternatives tels que le Challenge de la mobilité ;
- Considérant que l'UPPA concourt à la politique d'aménagement du territoire par l'implantation et le développement dans la région d'équipes de haut niveau scientifique. Qu'elle souhaite renforcer les liens avec les secteurs socio-économiques publics et privés. Que l'un de ses enseignants-chercheurs

a développé un site internet de covoiturage permettant aux personnels et aux étudiants de covoiturer entre leur domicile et leur lieu de travail ou d'étude.

-

Les objectifs de la manifestation « Le Challenge de la Mobilité » sont :

- **Mobiliser les entreprises sur des actions en faveur de la mobilité alternative à la voiture individuelle ;**
- **Inciter, notamment dans le cadre des déplacements domicile-travail,** les salariés des entreprises publiques et privées, les étudiants de l'UPPA de l'Agglomération Pays Basque à tester la pratique du co-voiturage ;
- **Accompagner les entreprises de l'agglomération** Pays Basque Adour ayant engagé un plan de mobilité, dans la réalisation du plan d'actions ;
- **Identifier les freins et les manques** qui limitent la pratique du co-voiturage sur l'agglomération Pays Basque Adour.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1. Objet

La présente convention de partenariat a pour objet de définir le cadre général des relations entre les Parties pour l'organisation du covoiturage dans le cadre du « Covoiturage Challenge de la Mobilité » durant le mois de septembre 2018, et ce jusqu'au 30 septembre 2018 (ci-après désignée par « Convention »).

Article 2. Mise en œuvre opérationnelle

2.1 Engagement du SMPBA

Le Syndicat des Mobilité du Pays Basque Adour s'engage à coordonner l'opération « covoiturage Challenge de la Mobilité » et notamment à :

- Animer les comités de pilotage préparatoires
- Coordonner les relations entre les entreprises et l'UPPA
- Fournir aux entreprises les documents de communication liés à l'opération
- Synthétiser l'ensemble des résultats et les restituer aux entreprises et à la presse

Le SMPBA est autorisé à communiquer à des tiers la liste des entreprises participantes et la synthèse issues des données relatives à l'organisation « covoiturage Challenge de la Mobilité » fournies par l'UPPA et les entreprises n'utilisant pas l'outil de l'UPPA, uniquement après autorisation préalable, expresse et écrite de l'Entreprise, conformément à l'article 2.2 de la présente Convention.

Le responsable de traitement, au sens de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, est le co-animateur du Club de la mobilité (Bouhaben Laurence, Conseiller développement durable CCI PAU BEARN). À ce titre et conformément à la loi susvisée, les demandes de droit d'accès relatives à ce traitement pourront être adressées par les intéressés à « l-bouhaben@pau.cci.fr » qui pourra contacter l'UPPA pour fournir, modifier ou supprimer des données (cf. article 2.2).

2.2 Engagement de l'UPPA

L'UPPA a développé un outil de mise en relation de ses ressortissants en vue de favoriser le co-voiturage. Cette plateforme en ligne est hébergée par le serveur de l'UPPA et exploitée par l'UPPA.

L'UPPA s'engage à :

- Le mettre à disposition des entreprises de l'agglomération Pays Basque Adour pendant la durée de l'opération « Challenge de la Mobilité ».
- Lors de la collecte des données personnelles, fournir aux utilisateurs de la plateforme une information complète, relative à la protection des données personnelles.
- Réaliser un suivi de l'utilisation de l'outil par les salariés des entreprises participantes à l'opération
- Fournir à chaque entreprise un document sous format tableur avec les statistiques quotidiennes suivantes :
 - ✓ Nombre d'utilisateurs, sans mention de leur identité
 - ✓ Nombre de connexions
 - ✓ Nombre de recherches de trajets total effectués pendant la journée
 - ✓ Nombre de recherches avec un retour positif de la journée
 - ✓ Nombre de trajets total
 - ✓ Nombre d'instances total (une instance étant la réalisation d'un trajet à un horaire précis)
 - ✓ Nombre d'instances de la journée
 - ✓ Nombre de km parcourus dans la journée
 - ✓ Nombre de covoiturages de la journée
 - ✓ Nombre de kilomètres effectués en covoiturage dans la journée
 - ✓ Nombre de covoiturage de la journée effectué avec une personne extérieure à l'Entreprise
 - ✓ Nombre de kilomètres effectués en covoiturage avec une personne extérieure à l'Entreprise dans la journée
- en tant que Responsable du traitement, garantir la protection des données à caractère personnel conformément à la réglementation en vigueur et doit notamment :
 - ✓ Inscrire ce traitement relevant du régime déclaratif au registre des traitements dispensés de déclaration auprès de la CNIL ;
 - ✓ Ne prendre aucune copie des Données à caractère personnel qui lui sont confiées, à l'exception de celles nécessaires à l'utilisation de la Plateforme ;
 - ✓ Ne pas utiliser les Données à caractère personnel à des fins autres que celles spécifiées dans la présente Convention ;
 - ✓ Ne pas divulguer les Données à caractère personnel à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
 - ✓ Informer sans délai l'Entreprise en cas d'incident impliquant des Données à caractère personnel et en cas d'accès à des Données à caractère personnel non prévu ;
 - ✓ Prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielles, pour assurer la conservation et l'intégrité des Données à caractère personnel traitées pendant la durée de la présente Convention ;
 - ✓ N'exécuter sur les Données à caractère personnel que les traitements prévus pour l'utilisation de la Plateforme ;
 - ✓ Ne pas procéder à des transferts de Données à caractère personnel hors Union européenne, sauf accord préalable de l'entreprise et autorisations légales ;
 - ✓ De répondre aux demandes de droit d'accès formulées par les intéressés auprès du Club de la mobilité, conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée.
 - Pour permettre au club de la mobilité de répondre aux droits d'accès, ce dernier pourra s'adresser à covoiturage-facile@univ-pau.fr en faisant copie de la demande au correspondant informatique et libertés de l'UPPA : cil-droitsaccs@univ-pau.fr sous la référence registre202Covoiturage.

- ✓ Communiquer tous les lieux de stockage des Données à caractère personnel à la demande de de l'entreprise ;
- ✓ Procéder à la destruction sécurisée de toutes les Données à caractère personnel transmises par l'entreprise à l'UPPA pour l'utilisation de la Plateforme dès la fin de l'opération "mois du covoiturage.

L'UPPA se réserve le droit d'interrompre le service notamment en cas de problèmes techniques, de sécurité, de maintenance corrective applicative ou système...

L'UPPA ne peut pas être tenue responsable des données déposées sur la plateforme, ni de la défaillance d'un individu lors d'un déplacement programmé. Sans prétendre à l'exhaustivité, l'UPPA proposant seulement un outil permettant la mise en relation d'individus pour réaliser un covoiturage, sa responsabilité ne pourra être engagée dans le cas où un individu utilisateur de l'outil ne serait pas en règles vis-à-vis du code de la route ou des assurances. Ces obligations/précautions incombent aux utilisateurs de l'outil et l'UPPA n'a pas pour rôle d'y procéder en amont.

L'UPPA se réserve le droit de suspendre temporairement ou de manière définitive l'accès au service d'une personne ou d'une entreprise en cas de difficulté, sans préavis vis-à-vis des Parties.

L'entreprise se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect par l'UPPA des obligations précitées.

- ne pas utiliser ni faire référence aux dénominations sociales ou aux marques et logos de l'Entreprise sans autorisation préalable, expresse et écrite de l'Entreprise.

2.3 Engagement de l'Entreprise

L'Entreprise s'engage à mettre en œuvre les moyens suivants qui concourront à la réussite de l'opération « Covoiturage Challenge de la Mobilité » :

- L'identification d'un référent dans l'Entreprise pour cette opération. Préciser en suivant nom, prénom, fonction, téléphone et mail du référent :
Le référent s'engage à vérifier et valider les demandes d'inscription à la plateforme pour les collaborateurs de son entreprise dans un délai de 24 heures.
La modification du référent ne nécessite pas la signature d'un avenant à la présente convention.
 - Une communication adaptée en vue de mobiliser ses salariés avant et pendant le Challenge de la Mobilité.
 - L'utilisation, en les adaptant le cas échéant, des outils de communication fournis par l'ADEME et le SMPBA.
 - La réservation de places de parking dédiées aux co-voitureurs ou tout autre moyen d'incitation à covoiturer.
 - L'entreprise s'engage aussi à porter à la connaissance de ses salariés les obligations qui leur incombent dans l'usage de ce service, à savoir : les données contenues dans cette application ne peuvent être ni réutilisées pour une autre finalité, ni transmises à un tiers. Ces manquements sont passibles de sanctions pénales prévues aux articles 226-16 à 226-24 du Code pénal.
 - La remontée des résultats de l'opération (évaluation de la pratique du co-voiturage durant le mois de juin) notamment dans le cas où l'Entreprise n'aurait pas utilisé l'outil de l'UPPA.
- Les Parties ne peuvent demander de dommages et intérêts à l'UPPA qui met en œuvre ce service.

2.4 Proportionnalité des données

Les Parties s'engagent à ce que seules les données pertinentes au regard de la finalité du traitement mis en œuvre par l'UPPA fassent l'objet de transfert.

Article 3. Entrée en vigueur et durée

La présente Convention entre en vigueur à compter de sa signature, pour une durée de quatre (4) mois.

Article 4. Publicité

Les Parties s'engagent à s'informer réciproquement, au préalable, avant la mise en œuvre de toute action de communication liée aux actions conduites en commun dans le cadre de la présente Convention. Dans leur communication propre relative aux sujets traités en commun, quelle qu'en soit la forme, les Parties s'engagent à respecter les axes de communication et les messages principaux définis conjointement.

Chacune des Parties s'engage à utiliser le visuel du Challenge de la Mobilité et à faire figurer le nom et le logotype des Parties, dans toutes les publicités ou publications d'information résultant effectivement de la collaboration dans le cadre de la présente Convention.

Article 5. Responsabilités

Chacune des Parties est responsable de tout dommage qu'elle-même, et/ou ses sous-traitants, cause à l'autre Partie ou à des tiers dans le cadre de l'exécution de la présente Convention. Chaque Partie est en outre responsable des obligations en matière de protection des données personnelles.

Les Parties ne peuvent invoquer un manquement par l'UPPA à ses obligations pour échapper à leurs propres responsabilités.

Article 6. Résiliation

6.1 Résiliation pour non-exécution d'une obligation

La présente Convention pourra être résiliée de plein droit par l'une des Parties en cas d'inexécution par l'autre d'une ou de plusieurs des obligations contenues dans la présente Convention.

Cette résiliation ne deviendra effective que dix (10) jours après l'envoi par la Partie plaignante d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte envoyée à toutes les Parties à la Convention, à moins que dans ce délai la Partie défaillante n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure ou n'ait satisfait à ses obligations contractuelles.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la Partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation, sous réserve des dommages éventuellement subis par la Partie plaignante du fait de la résiliation anticipée de la présente Convention.

Sans préjudice des clauses précitées, l'UPPA bénéficie d'un droit de résiliation sans préavis dans le cas où elle estime que l'utilisation de l'outil cause des risques vis-à-vis de la sécurité des données ou cause des difficultés de gestion trop importante pour l'UPPA. Dans ce cas, une lettre recommandée avec accusé de réception notifiant la résiliation sera envoyée par l'UPPA au SMPBA pour la résiliation de la convention à

l'égard de toutes les Parties ou à la Partie concernée par les difficultés lorsque la convention dans son ensemble n'est pas visée par la résiliation.

6.2 Résiliation par accord entre les Parties

A tout moment, les Parties pourront s'entendre pour mettre fin, de façon anticipée, à la présente Convention. Cet accord devrait être *a minima* formalisé par un écrit signé par l'ensemble des Parties.

Article 7. Litiges

La Convention est soumise au droit français.

En cas de difficulté dans l'interprétation des dispositions de la présente convention ou de désaccord sur l'application partielle ou totale de celle-ci, les parties rechercheront une solution amiable.

A défaut de solution amiable, tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence des tribunaux de Pau.

Article 8. Divers

Aucune renonciation de l'une ou l'autre des Parties à se prévaloir de l'un quelconque de ses droits conformément aux termes de la convention, ne saurait constituer une renonciation pour l'avenir auxdits droits.

Si l'une quelconque des stipulations de la présente convention est nulle au regard d'une règle de droit, elle sera réputée non écrite sans entraîner la nullité de la convention dans son ensemble.

Article 9. Election de domicile

Les parties font élection de domicile :

L'Entreprise,

SMPBA,

UPPA, Avenue de l'Université – BP 576 – 64012 Pau Université Cedex

Fait en 3 exemplaires originaux, le 1^{er} juin 2018

SMPBA Claude OLIVE, Président	UPPA Mohamed Amara, Président	L'entreprise Prénom Nom, Fonction
----------------------------------	----------------------------------	--------------------------------------